

Loi de finances pour 2025

SGEC/2025/226

Le 14/02/2025

Destinataires : Directeurs diocésains
Organisations professionnelles de chefs d'établissements
Fnogec

POUR DIFFUSION A TOUS LES CHEFS D'ETABLISSEMENT

Pour information : Commission Permanente

Mesdames, Messieurs,

Les difficultés rencontrées par de nombreux établissements qui avaient reçu des avis de taxes d'habitation sur des surfaces – plus ou moins importantes selon les cas - dites « privatives » sont enfin réglées.

Grâce au soutien fort de nombreux parlementaires et tout particulièrement Mme Christine Lavarde, sénateur des Hauts-de-Seine, M. Patrick Hetzel, ancien ministre, député du Bas-Rhin, et M. Corentin Le Fur dans les Côtes d'Armor mais également beaucoup d'autres, sollicités par les uns et les autres localement, qui ont, depuis plusieurs années soutenu des amendements dans les projets de loi de finances successifs, nous avons pu faire entendre raison au Gouvernement afin que soit enfin clarifiée la réglementation sur la taxe d'habitation.

L'article 110 de la loi de finances pour 2025 qui vient d'être définitivement adoptée au Parlement recentre la taxe d'habitation sur les seules résidences secondaires en **exonérant tous les locaux à usage exclusivement professionnels, et donc, comme précisé dans les débats parlementaires, toutes les surfaces dites « privatives » de nos établissements comme les bureaux, salles des profs, etc.**

Est également maintenue, bien sûr, l'exonération expresse des surfaces destinées au logement des élèves de sorte que plus aucun de nos établissements ne devra désormais être assujéti – hormis bien sûr sur les logements de fonction - à la taxe d'habitation.

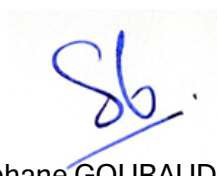
Si tous les établissements touchés ont normalement été dégrévés pour 2023 en réponse à la question écrite que nous vous avons fait suivre dans une note précédente, il conviendra, pour ceux qui sont encore concernés, de « négocier » la même exonération pour 2024 avec les services des impôts. L'exonération s'imposera, ensuite, avec la force de la loi à partir de 2025.

Cette clarification est le fruit d'un engagement de beaucoup d'entre vous qui avez pris le temps de nous alerter, de contester les avis de taxe d'habitation reçus dans les établissements, et d'expliquer aux élus de vos territoires les dysfonctionnements constatés. Même si cela peut être chronophage, nous mesurons qu'avec la mobilisation de tous, il est possible, lorsque nous constatons de tels dysfonctionnements ou des injustices, de faire entendre notre voix auprès des pouvoirs publics, de manière concertée.

Je vous engage maintenant, pour tous ceux qui avaient fait une démarche auprès d'élus, à **prendre le temps de les remercier et de les informer que ce dossier est désormais réglé. Il est essentiel que les élus que nous sollicitons n'entendent pas seulement parler de nous quand nous sommes en demande de soutien. Ce courrier (une proposition en PJ) peut aussi être l'occasion, positivement, d'un échange plus général sur l'actualité de vos établissements.**

Pour toute question ou demande de précision Cécile Christensen c-christensen@enseignement-catholique.fr reste disponible.

En vous remerciant de votre collaboration, nous vous assurons de notre dévouement le plus total.



Stéphane GOURAUD
Adjoint au secrétaire général
de l'Enseignement catholique



Pierre-Vincent GUERET
Président
Fédération des OGEC

- **Annexe 1, page 3** : proposition de courrier de remerciement pour les élus
- **Annexe 2, page 4** : proposition de courrier de demande d'exonération pour 2024.

Annexe 1 : Proposition de courrier, à adapter pour les élus sollicités.

Madame, Monsieur le Sénateur,

Madame, Monsieur le Député,

Madame, Monsieur le Maire (ou autre, suivant les personnes que vous aviez sollicitées)

Par courrier / rencontre, je vous avais fait part des difficultés rencontrées par notre/nos établissement(s) *** de (commune / département) qui avaient été nouvellement soumis au paiement d'une taxe d'habitation sur un certain nombre de leur surfaces.

Comme vous le savez, nos établissements privés à but non lucratif, associés au service public de l'éducation fonctionnent essentiellement grâce à des financements publics qui les rendent accessibles à tous, et à la contribution des familles qui les choisissent. Ainsi, toute hausse de charge - surtout quand elle est si soudaine et dans le contexte inflationniste que nous avons connu - pose d'importantes difficultés parce qu'elle est une charge supplémentaire pour les familles.

Grâce à votre mobilisation, ces difficultés ont enfin pu être entendues et la loi de finances pour 2025, dans son article 110, vient régler ce problème en confortant l'exonération de taxe d'habitation qui était d'usage auparavant.

Je tenais donc à vous remercier sincèrement pour votre écoute et votre mobilisation qui a rendu cet éclaircissement possible.

N'hésitez pas à développer avec des éléments locaux, voire, pourquoi pas, une proposition de rencontre pour échanger sur l'actualité de vos établissements ?

Avec mes remerciements renouvelés, je vous prie de croire, etc.

Annexe 2 : Proposition de courrier à adapter pour les centres des impôts.

Madame, Monsieur,

Notre établissement *** a reçu pour 2024, un avis de taxe d'habitation d'un montant de ***euros.

En 2023, le « Gouvernement a demandé à la direction générale des finances publiques (DGFiP) de procéder au dégrèvement de taxe d'habitation **de l'ensemble des locaux occupés par des établissements d'enseignement** au titre de l'année 2023 » (... dans l'attente de) « travaux pour clarifier le droit applicable sur ce sujet ».

Ces travaux de clarification ont enfin eu lieu puisque le Parlement a définitivement adopté le 6 février dernier, dans la loi de finances pour 2025, à l'article 110, une modification de l'article L. 1407 du code général des impôts. Il s'agit par cette modification, d'exclure tous les locaux professionnels qui n'ont pas à être taxés au titre de la taxe d'habitation. Étaient bien visées, dans l'exposé des motifs de l'amendement sénatorial, toutes les surfaces des établissements scolaires privés sous contrat nouvellement taxées.

Alors que notre établissement n'avait jamais été taxé auparavant, qu'il a été exonéré en 2023, je vous demande de prolonger d'une année l'application de l'instruction ministérielle pour 2024, dans l'attente de l'application en 2025 de l'article 110 de la loi de Finances.

Vous remerciant par avance, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance etc.

Signature

PJ. La question écrite du Sénateur Bonhomme et la réponse ministérielle.